

DES PRESSIONS INADMISSIBLES SUR LES JRI PIGISTES

Vendredi 11 juillet, un JRI pigiste est convoqué à la Direction de l'Information pour faire partie d'une équipe « bureau d'été ». Face à lui : Arlette Chabot, Etienne Leenhardt, Alain Lardière et Laure Haguénauer. L'entretien porte sur sa participation à des reportages sans preneur de son. Le débat sur cette question a lieu depuis plusieurs semaines. Le pigiste se solidarise avec la position majoritaire des JRI statutaires : pas de départ en « bureau d'été » sans preneur de son.

Devant son refus, Arlette Chabot lui aurait signifié qu'il n'aurait plus de contrat sur France 2. Alain Lardière lui aurait affirmé que les pigistes étaient là pour faire le travail que refusent les statutaires. Trois autres JRI pigistes joints, cette fois-ci, par téléphone ont subi le même chantage. Plus de boulot en cas de refus. Et pire, des CDD en cours pourraient être cassés.

Pour couronner le tout, la liste de ces pigistes aurait été établie à la sauvette dans un couloir entre rédacteurs et JRI intéressés par les « bureaux d'été », sans que la direction du service « prise de vue » n'ait été avertie ou consultée. Depuis deux ans, la direction de ce service cherche à faire un travail de cohésion et de fidélisation de ses pigistes. Résultat, elle se trouve aujourd'hui fragilisée et mise en porte à faux par la Direction de l'Information.

La Société des Journalistes estime que ces pressions sont inadmissibles et révélatrices d'un grand malaise. Il n'y a pas deux poids, deux mesures : d'un côté, des pigistes bons à tout faire, de l'autre côté, des statutaires libres de leur comportement. Autrement dit, le devoir de dire oui pour les uns contre le droit de dire non pour les autres.

Quel que soit leur statut, les JRI sont, par définition, journalistes et doivent être traités comme tels avec leurs droits et leurs devoirs. Une Direction qui s'en prend aux précaires en imposant ses vues au lieu de régler le problème avec les statutaires révèle sa faiblesse. En ces temps difficiles, c'est inquiétant. Cet imbroglio est le résultat du manque de confiance qui s'est instauré insidieusement entre la Direction et la Rédaction.

La SDJ déplore que des protocoles de tournage en fonction des différentes situations n'aient pas été définis clairement entre les partenaires sociaux. Le débat sur la composition des équipes et la polyvalence des métiers dure maintenant depuis sept ans. La tentative d'intimidation de ce vendredi révèle la gestion chaotique de ce dossier.

La SDJ de France 2, le 13 juillet 2008